Haïti : un anniversaire dans la douleur pour la FEPH

Dans un pays sinistré et où les gangs entretiennent un niveau de violences comparable à celui d'un pays en guerre, la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti s'efforce de préserver, par l'éducation, la possibilité de construire un autre avenir. Grâce à son réseau de plus de 3000 écoles protestantes, elle revendique la scolarisation de 300.000 enfants. La FEPH fête en ce mois de mai ses 37 ans, dans un contexte douloureux : son directeur exécutif, Christon St Fort, a demandé des prières d'intercession aux organisations chrétiennes qui soutiennent les écoles haïtiennes.



Affiche des 37 ans de la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti © FEPH

En Haïti, le quotidien a tous les aspects d'une guerre civile. Les pénuries sont permanentes, les services de l'État défaillants, tout est difficile et dangereux : se déplacer, se fournir en denrées de base, poursuivre une activité professionnelle, s'occuper de ses enfants et de ses proches… Surtout, la violence est omniprésente. C'est particulièrement le cas de la capitale, Port-au-Prince, mais cette situation d'insécurité extrême a tendance à s'étendre, y compris dans des zones jusqu'alors plus épargnées comme le département de

l’Artibonite. À Port-au-Prince même, plus aucun quartier n’est sûr, pas même les arrondissements de Kenscoff ou Pétion-Ville, longtemps considérés comme moins touchés. Les gangs qui tiennent les rues et se livrent à une véritable guérilla pour le contrôle de tel quartier ou de tel grand axe rançonnent, pillent, violent, massacrent, brûlent : pour le seul mois d’avril, et pour la seule capitale, plus de 600 personnes ont été tuées, selon les chiffres de l’Onu qui évoque des niveaux de violence « comparables à ceux des pays en situation de guerre ». Face à l’impuissance de la police, des habitants s’organisent en milices, massacrant sans autre forme de procès les membres de gangs qui peuvent tomber entre leurs mains. Ces « brigades de vigilance » sont, selon le dernier rapport de l’Onu, responsables du lynchage d’au moins 75 personnes, dont 66 membres de gangs, au cours du premier trimestre 2023. Devant une situation aussi ingérable, le haut-commissaire de l’Onu aux droits de l’homme, Volker Türk, a lancé un nouvel « appel à la communauté internationale pour qu’elle déploie une force de soutien spécialisée (…) avec un plan d’action complet pour aider les institutions haïtiennes ».

Mais ce soutien international se fait attendre et nombre d’Haïtiens eux-mêmes redoutent les effets à moyen terme d’une telle ingérence étrangère, qui pourrait aggraver la dépendance du pays sans régler pour autant les problèmes politiques, la corruption, la dégradation des services de l’État, sans compter tout ce qui doit être reconstruit dans tous les domaines les plus nécessaires à la vie d’un pays, depuis le secteur agricole jusqu’aux infrastructures de transport ou aux écoles…

Plaidoyer pour le droit à une éducation de qualité

Les écoles : voilà précisément l’un des lieux où peut se préparer un autre avenir pour Haïti. Sans éducation, pas de sortie possible de la pauvreté, pas de moyen de former une génération de citoyens qui seront outillés pour lutter contre la corruption et pour aider à construire une société moins

violente et plus juste. Préparer l'avenir, en dépit des duretés du quotidien : c'est la difficile tâche des établissements membres de la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti (FEPH). À travers tout le pays, selon les chiffres de la Banque Mondiale, plus de 200.000 enfants ne sont pas scolarisés. Les écoles publiques sont une petite minorité (9 écoles sur 10 sont des établissements privés); et le niveau général est tellement faible que moins de 5% d'une classe d'âge obtient le bac. Dans ce contexte, la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti, grâce à son réseau de plus de 3000 écoles protestantes, revendique la scolarisation de 300.000 enfants. Elle est soutenue directement par le Défap et fait aussi partie des partenaires privilégiés de la Plateforme Haïti, mise en place sous l'égide de la Fédération protestante de France et où le Défap se retrouve aux côtés de divers acteurs du protestantisme français impliqués dans ce pays, comme La Cause ou la Mission Biblique.

La FEPH fête en ce mois de mai ses 37 ans, dans ce contexte douloureux marqué par les violences : son directeur exécutif, Christon St Fort, a demandé des prières d'intercession aux organisations chrétiennes qui soutiennent les écoles haïtiennes. « Cette violence est traduite par des viols, des vols, des affrontements entre gangs rivaux, des enlèvements contre rançon, empêchant les enfants d'aller correctement à l'école. Aujourd'hui, nous sommes inquiets de cette situation où les enfants ne peuvent pas jouir convenablement de leur droit à une éducation de qualité (…) Nous voudrions vous demander de prier pour l'arrêt des violences en Haïti, de manière à ce que les enfants puissent aller à l'école. »

La FEPH fait partie des acteurs de l'enseignement mobilisés autour du ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MENFP) pour tenter de préserver des conditions décentes permettant les apprentissages des élèves. Plusieurs réunions ont déjà eu lieu en présence du ministre, le professeur Nesmy Manigat. « Au cours des discussions sur la situation sécuritaire dans les écoles, les responsables d'organisations socio-professionnelles comme le Consortium du secteur privé de l'éducation (COSPE), la Commission épiscopale pour l'éducation catholique (CEEC), la Fédération des écoles protestantes d'Haïti (FEFH), l'Association professionnelle des directeurs d'écoles privées, des directeurs d'écoles privées et publiques fortement affectées par les derniers événements, des inspecteurs et des représentants d'une association de psychologues ont tour à tour fait le point sur l'état délétère et très grave du contexte actuel », a indiqué le ministère. « Ces responsables ont alerté sur la gravité de la situation sécuritaire avec les cas de kidnapping de parents et d'enfants devant les écoles, les tirs incessants, les balles perdues sur les écoles, les élèves, enseignants ou d'autres membres du personnel blessés. Les directeurs d'écoles ont noté particulièrement la difficulté pour l'exercice des apprentissages dans les écoles dans ce contexte de violence aggravée. Mais plus encore, les ressources humaines, surtout les enseignants travaillant dans les écoles qui ne sont plus disponibles car, fuyant leurs zones vers d'autres régions plus clémentes, quand ce n'est pas le pays tout court (…) Les acteurs demandent au Gouvernement de tout faire pour garantir le droit à la vie et le droit à l'éducation tout en souhaitant une réunion élargie avec certains responsables de haut niveau de l'État. »

Le Défap et la Plateforme Haïti

Des liens privilégiés existent de longue date entre la Fédération protestante de France (FPF) et la Fédération protestante d'Haïti (FPH). Le passage de quatre tempêtes dévastatrices sur le territoire haïtien en 2008 (Fay, Gustav, Hanna et Ike) s'était traduit par la création de la Plateforme Haïti, regroupant divers acteurs du monde protestant sous l'égide de la FPF. En 2010, au moment du tremblement de terre qui devait faire plus de 230.000 morts, les réseaux protestants étaient donc bien en place, et la solidarité avait trouvé rapidement des canaux pour s'exprimer. Le président actuel de la Plateforme Haïti est le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :

• la **Mission Biblique**

• le **Service protestant de mission – Défap**

• la **fondation La Cause**

• le **SEL (Service d'Entraide et de Liaison)**

• **ADRA-France**

• l'**Église du Nazaréen**

• **Réforme**